

Birindwa provoque la division au Sud-Kivu

Une question obsédante !

Depuis quelques temps, le phénomène Birindwa tient toute l'opinion en haleine. On sent que l'homme veut le pouvoir. Sa suspension puis sa révocation de l'UDPS annoncées par Mwakiem et Kibassa Maliba ne l'ont pas ébranlé ! Sa conférence de presse du 2 mars le confirme. Il mène la tête du peloton de l'UDPS modérée au conclave, tant décrié par les "messianistes et intégristes" de son parti et les radicaux de l'Union sacrée. Et il a les assurances du chef de l'Etat. Tout porte à croire que le Président Mobutu tente de récupérer l'environnement politique. Des jalons qu'il pose avant le décor électoral. Le conclave n'étant qu'une borne difficile à déplacer !

un replâtrage politique

En effet, le conclave est une démarche du Président Mobutu pour obtenir ce que la CNS lui avait refusé :

- choisir un formateur du gouvernement neutre ou malléable,
- harmoniser les textes de la transition de façon à ce qu'il gouverne dans le partage du pouvoir,
- établir un calendrier électoral pour "aller vite aux urnes".

Ce replâtrage politique ne pouvait pas plaire à l'autre camp. C'est-à-dire les radicaux qui, fort des acquis de la CNS, ne pouvaient faire des concessions sur l'essentiel. Il fallait donc au Président Mobutu un talon d'Achille pour désorganiser l'Union sacrée radicale et Mgr Monsengwo, président du HCR qui prend fait et cause avec les radicaux. D'où le choix du ventre mou de l'opposition qu'est le modéré Birindwa. Il se retrouvera, comme d'autres anciens radicaux, au Palais de la nation.

L'absence des "intégristes" au "conclave des mouvanciers" accentuera la bipolarisation de la vie politique au Zaïre. La situation de crise profonde, dans laquelle se débat le pays, ne pouvait dès lors que s'accommoder d'un pouvoir exécutif à deux têtes, l'une tirant à hue et l'autre tirant à dia !

Birindwa dans la mélasse

C'est donc dans cette situation ambiguë que M. Birindwa, Premier ministre, a décidé de gouverner avec la ferme promesse de respecter les résolutions du conclave. A bord de ce train se trouvent Mobutu et sa famille politique. Qui, à leur tour, ont promis de "laisser les mains libres au formateur du Sud-Kivu". Sauf bien sûr dans les domaines de collaboration : les affaires étrangères et la défense.

Ainsi, M. Birindwa s'est emparé dans la mélasse du fait de son choix politique qui divise plus qu'il n'unit. La classe politique du Sud-Kivu et sa base sont fissurées. Le dernier carré familial de M. Birindwa et ses "frères de collines" soutiennent ce leader dont les amitiés politiques viennent de voler en éclat ! Les discours politiques et les rapports de collaborations entre lui, l'Union sacrée et la Société civile du Sud-Kivu sont de plus ambiguës. M. Birindwa souffle donc le chaud et le froid. Tout comme le dernier conclave qui tantôt s'aligne sur la logique du HCR, tantôt dans celle des "mouvanciers" en prenant compte l'acte de transition mêlée avec le compromis politique pour sortir une constitution. Mieux, le conclave considère le HCR comme le troisième organe de la transition avec l'assemblée nationale.

L'imbricatio est totale, au point d'avoir deux gouvernements. L'un privé des finances et de l'armée, mais dirigé par M. Tshisekedi. L'autre, issu du Conclave, parrainé par Mobutu et à la tête duquel se trouve M. Birindwa. Ce cabinet va gérer les affaires publiques avec l'appui des FAZ et de la Banque du Zaïre.

Refus des Occidentaux

L'Occident ne reconnaît pas le gouvernement issu du Conclave politique. Tant que le schéma initial imprimé sur l'échiquier politique demeure celui de la logique de la CNS. Bruxelles a été catégorique : pas question de reconnaître le gouvernement Birindwa !

Quant à Washington dont l'ambassadeur, Mme Melissa Wells est nommé à l'ONU en qualité de secrétaire général adjoint chargé des Finances, il n'est pas question de

faire accréditer un autre diplomate américain au Zaïre tant que le Chef de l'Etat, M. Mobutu ne s'inscrit pas dans la logique de la CNS.

Le départ de Mme Melissa Wells ainsi que celui du correspondant de la "Voix de l'Amérique", M. Fernand Ferrela témoignent d'un malaise profond entre les USA et le président Mobutu ainsi que sa famille politique. Car, ces deux personnes ont marqué ces jours-ci, la scène politique zaïroise par des positions en pointe. C'est à regret que l'on salue ces deux départs !

Un contrat passé entre Mobutu et les lobbies occidentaux. Qui également ont sacrifié le Premier ministre Tshisekedi ; l'ambassadeur des USA, Mme Melissa Wells et en prime la non-intervention militaire de l'ONU au Zaïre. Ce n'est pas assurément un marché des dupes au moment où les attentes de la population affichent un sombre tableau. Car, M. Birindwa - qui a déjà

annoncé les couleurs en mettant un accent particulier sur la sécurité des biens et des personnes, le retour au travail et à l'école, l'approvisionnement des centres urbains - aura à prendre des mesures impopulaires et gérer des dossiers explosifs dont l'acceptation ou non du fameux billet de 5 millions de zaïres.

Basculera ou ne basculera pas ?

L'on sait déjà que M. Birindwa s'est inscrit dans la logique du conclave. Qui apparemment rejette celle de la CNS et même du HCR dont le président, Mgr Monsengwo, s'est amené "trop tard" aux travaux du conclave. Après Tshisekedi, c'est lui qui est rejeté par la famille politique de Mobutu.

Est-ce que le Sud-Kivu suivra son leader ? Car beaucoup de gens se demandent quelle réaction a suscité le message de M. Birindwa dans ce

qu'il est fier d'appeler sa base, le Sud-Kivu ! L'inquiétude est qu'à travers Birindwa, Mobutu ne parvienne à faire du Sud-Kivu ce qu'il a fait du Katanga. C'est-à-dire faire d'une région radicalement opposée un bastion du MPR et du mobutisme. Que répondre à cette question obsédante - qui taraude à nouveau les états majors des partis politiques dont ceux du Sud-Kivu ?

Au pire des cas, cette région réputée radicale mais pacifique basculera dans la mouvance présidentielle. Elle entreprendra une marche forcée vers la "katangalisation". Au mieux, le Sud-Kivu va se recentrer et afficher une position répondant à la logique de changement démocratique sans nécessairement suivre le Premier ministre Birindwa ruinant ainsi le crédit populaire dont il jouit dans la région. C'est peut-être ce dernier cauchemar que les habitants du Sud-Kivu vivront dans les jours à venir.

Eyenga Sana

RSF/Sud-Kivu : "Birindwa passe par la petite porte"

Le RSF constate que, contrairement à l'ambiance qui a régné à Bukavu dans la nuit du 14 au 15 août 1992 après l'élection de M. Etienne Tshisekedi, la désignation de M. Faustin Birindwa comme Premier ministre n'a suscité ni manifestation de satisfaction de grande envergure, ni non plus sentiment de réprobation.

A propos de cette désignation, le RSF Sud-Kivu maintient trois principes :

- 1° D'abord l'affaire récente de M. Birindwa au sein de l'UDPS est et reste une cuisine interne à son parti, nous nous limitons à constater ce qui est arrivé ;
- 2° Le RSF en tant que parti de l'opposition acquise au changement confirme et maintient que la désignation du Premier ministre de la transition ne peut s'écarter de la logique tracée par la CNS et consacrée par le HCR ;
- 3° Le RSF en tant que Parti indépendant de la plate forme de l'Union sacrée radicale et de la mouvance présidentielle soutient encore qu'il n'y a personne pour qui

Dieu (ou le peuple) a prévu éternellement les postes de Président de la République et de Premier ministre au Zaïre.

A part Mobutu et Tshisekedi, il y a beaucoup d'autres Zaïrois compétents et capables à leurs places.

A propos du cas du leader politique Birindwa, une certaine opinion le taxe avec regret d'être passé par "la petite porte" pour devenir Premier ministre.

Le RSF constate amèrement une certaine renaissance de la politicomane actualisée par de conciliabules et des déclarations du genre "Birindwa est de mon village, de ma collectivité et ..." comme si un leader politique du rang de Birindwa n'avait pour base que son village et sa collectivité.

1° Le RSF se demande si après Nguz, après l'infortune Nyamwisi, il ne s'agit pas ce nouveau cas du parachèvement d'un plan politique

visant à éteindre, à tuer politiquement toutes les "têtes dures" au régime qui ont émergé de l'Est du pays ;

2° Le RSF recommande pour ce cas d'espèce de faire le "wait and see" en attendant que le HCR par la bouche de Monseigneur le Président se prononce ;

3° Le RSF recommande de ne pas être épidermique pour rien car seule l'Histoire jugera bientôt Faustin Birindwa par ses actes notamment :

- La composition de son cabinet
- Sa position vis-à-vis de l'application des décisions de la CNS

- Les promesses qu'il vient de faire au peuple après sa désignation. Tout comme ses prédécesseurs, il aura du pain sur la planche.

R.S.F./Sud-Kivu

Jean-Marie Vianney
Kazunguzibwa
Président Fédéral

Le PDSC refuse la "katangalisation" au Sud-Kivu

Dans un communiqué remis à la presse après sa réunion extraordinaire du 19 mars dernier, le PDSC Sud-Kivu a pris position face à la situation politique du moment. Cette position a été exprimée dans le communiqué ci-après :

Le comité provincial élargi aux comités de base s'est réuni le 19 mars 1993 pour prendre face à la situation politique actuelle.

Après avoir passé en revue toutes les actions menées par les membres du PDSC et tenant compte de notre idéologie, il est ressorti que le PDSC s'est depuis longtemps, résolument engagé dans la lutte pour le changement radical et pour le maintien de la paix et de la sécurité

des biens et des personnes.

Considérant que la CNS a été jugée depuis longtemps par le PDSC comme voie obligée pour sauver le peuple zaïrois, nous avons réconfirmé notre position de soutenir l'exécution des décisions issues de la CNS. Par conséquent, appuyer les démarches entreprises par le HCR quant à l'exécution de ces décisions.

Ayant constaté que le conclave organisé par M. Mobutu et ses alliés n'est rien d'autre qu'un congrès du MPR organisé pour récupérer la situation et aussi pérenniser la dictature, nous nous sommes résolus de nous désolidariser de toutes les décisions prises par ce conclave y compris celle relative à la nomination

d'un Premier, ministre du Sud-Kivu soit-il !

Nous avons ainsi demandé à la population du Sud-Kivu et plus particulièrement aux jeunes de rester calmes et de veiller ; car les tenants du statu quo ne cesseront pas d'imaginer toute sorte de stratégie pour récupérer le pouvoir et la situation !

En plus de cela, nous leur avons demandé de continuer à veiller à la sécurité des biens et des personnes dans l'union et en collaboration avec tous ceux qui habitent le Sud-Kivu pour éviter la division que les forces du mal veulent introduire dans cette province pour troubler la paix. Ainsi, nous croyons pouvoir éviter la "katangalisation" du Sud-Kivu.

La Société civile du Sud-Kivu contre Faustin Birindwa

Faisant suite à son communiqué de presse diffusé le 10 mars dernier, et à la veille de la clôture des travaux du conclave politique national, initialement annoncé par le HCR et récupéré par le Président Mobutu, la société civile du Sud-Kivu tient à rappeler à l'opinion les positions suivantes :

- La société civile, demeure entièrement attachée à la dynamique et aux acquis de la Conférence nationale qu'elle s'est engagée à défendre et à vulgariser par tous les moyens à travers notre province.

- La société reste totalement attachée au schéma et à la ligne tracés par le HCR, émanation de la CNS et seul cadre habilité à légitimer l'exercice du pouvoir, pour

résoudre les conflits et la crise politique actuelle, conformément à l'Acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition,

- La société civile combattra toute décision issue de ce conclave ainsi que toute tentative susceptible de bafouer les acquis de la CNS et de compromettre la lutte légitime du peuple pour la démocratisation et contre la dictature.

- De ce fait, elle n'entend pas appuyer toute personne et tout gouvernement qui s'écarteraient de la logique et des acquis de la CNS, même si ce gouvernement est dirigé par notre frère Faustin Birindwa.